

## **Synthèse des « fiches de la réussite » portant sur l'économie**

### **Plan d'aide TPE / PME**

#### *Diagnostic :*

- notre territoire français est composé à 99.8 % de TPE et de PME
- ces entreprises emploient 50 % des salariés en France et sont un vivier important d'emploi ;
- elles ont des difficultés à embaucher et à accéder à la commande publique

#### *Action du gouvernement :*

- aide à l'embauche du 1<sup>er</sup> salarié par le biais du dispositif « Embauches PME » pour toutes les entreprises de moins de 250 salariés
- faciliter l'accès à la commande publique par la simplification des démarches administratives et le relèvement du seuil de publicité des procédures
- prolongation jusqu'en mai 2017 de la mesure de suramortissement portant sur les investissements industriels (déduction fiscale supplémentaire)

#### *Résultats :*

- 187 000 recrutements dénombrés dans le cadre du dispositif Embauches PME
- Soutien à la modernisation de l'outil de production et relance de l'investissement productif

### **La Banque publique d'investissement**

#### *Diagnostic :*

- difficultés pour les entreprises d'accéder aux financements ;
- importance de mobiliser des crédits pour redynamiser l'économie des territoires ;
- la France a besoin d'investissements massifs dans les secteurs d'avenir (ex : numérique).

#### *Action du gouvernement :*

- création de Bpi France (1<sup>er</sup> janvier 2013) pour appuyer les entreprises de toutes les tailles ;
- au-delà du financement des entreprises, objectif de bâtir des stratégies territoriales ;
- la Bpi est présente dans chaque région (40 implantations) et agit comme un catalyseur sur des territoires et secteurs-clés.

#### *Résultats :*

- 1/3 des ETI accompagnées par Bpi France en 2014 ;
- 15 % des entreprises créées en 2014 ont été soutenues par le Bpi ;
- 21,7 Md€ pour les entreprises depuis sa création.

*Objectifs :*

- ➔ renforcer l'accompagnement des entreprises et, par conséquent, des territoires :
  - financer les entreprises dans leurs besoins d'investissement et de trésorerie ;
  - soutenir la croissance des PME partout en France ;
  - renforcer les ETI dans leur développement et leur internationalisation ;
  - participer au rayonnement des grandes entreprises.

**Pour une nouvelle France industrielle***Diagnostic :*

- ➔ En 15 ans, la France s'est désindustrialisée et l'outil productif est vieillissant
- ➔ Nos voisins européens ont su garder des savoir-faire et investir dans la R&D.
- ➔ Face à la hausse des investissements, une partie de nos achats se fait à l'étranger faute d'avoir dans notre pays les compétences industrielles pour répondre aux marchés.

*Action du gouvernement :*

- ➔ Accompagnement du développement des filières et des technologies prioritaires (dont imprimantes 3D, cyber sécurité, efficacité énergétique)
- ➔ Septembre 2013 mise en place de la Nouvelle France Industrielle et de ses 34 plans industriels
- ➔ Avril 2015 : lancement de la 2<sup>ème</sup> phase baptisée « industrie du futur » avec 9 secteurs économiques visés : les nouvelles ressources, la mobilité écologique, les transports de demain, l'économie des données, les objets intelligents, la confiance numérique, l'alimentation intelligente et la médecine du futur.

*Résultats :*

Fin 2016 environ 2 000 PME ET ENTREPRISES de tailles Intermédiaire ont bénéficié de diagnostics personnalisés

**Le tourisme***Diagnostic :*

- ➔ le tourisme fait travailler plus de 2 M de Français ;
- ➔ France = 1<sup>ère</sup> destination touristique au monde, mais que 3<sup>ème</sup> (recettes) et 9<sup>ème</sup> (dépenses par touriste) ;
- ➔ séjours plus courts qu'ailleurs et concentrés en Ile-de-France.

*Action du gouvernement :*

- ➔ favoriser le tourisme, créateur de croissance et d'emplois non délocalisables mais aussi facteur de développement des territoires et d'amélioration de l'accueil et des services ;

- participer au rayonnement international du pays ;
- rendre plus accessible la destination France.

*Résultats :*

- 85 M de touristes en 2015 ;
- 23 % de touristes asiatiques en plus par rapport à 2014 ;
- hausse du nombre total de nuitées.

*Objectifs :*

- atteindre le cap des 100 M de visiteurs d'ici 2020, capter 5% du milliard de touristes supplémentaires d'ici 2030, pour créer 500 000 emplois ;
- pour y parvenir, renforcer la qualité et la diversité de l'offre touristique, améliorer l'accueil, faciliter l'accès au territoire français, développer la formation en hôtellerie-restauration, déployer une stratégie numérique.

**Emplois d'avenir***Diagnostic :*

- crise de 2008 a touché la France de plein fouet ;
- en 2012, le taux de chômage a atteint 10,6 % de la population active et s'élève à 25 % pour les jeunes de 15 à 24 ans (1 jeune sur 5 vivant dans un quartier populaire) ;
- 150 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme.

*Action du gouvernement :*

- jeunesse = une des priorités du quinquennat ;
- pour lutter contre le chômage des jeunes et favoriser la montée des compétences, vote de la loi du 26 octobre 2012 mettant en place les emplois d'avenir ;
- objectif de ce type de contrat : proposer des solutions d'emploi aux jeunes sans emploi, peu ou pas qualifiés, et leur ouvrir l'accès à une qualification et à une insertion professionnelle durable.

*Résultats :*

- objectif de 150 000 emplois d'avenir signés avant la fin 2014 atteint dès septembre 2014.

*Objectifs :*

- faciliter l'insertion sur le marché du travail des jeunes peu ou pas qualifiés en proposant un CDI ou CDD de 1 à 3 ans à temps plein, une formation pour apprendre un métier et la reconnaissance des compétences acquises pendant l'emploi d'avenir ;
- l'employeur touche une aide de l'État pour 3 ans à hauteur de 75 % de la rémunération brute mensuelle au niveau du SMIC ;
- création de 45 000 emplois d'avenir en plus.

## Agriculture

### *Diagnostic :*

- crises sanitaires, sociales et économiques condamnent le modèle productiviste car source de bénéfices à court-terme ;
- à long-terme, effets négatifs : fin de l'augmentation des rendements, chute des emplois agricoles, pertes de fertilité des sols, de biodiversité, problèmes de santé publique, pouvoir des multinationales ;
- urgence donc de réorienter la politique agricole de la France.

### *Action du gouvernement :*

- se tourner vers l'avenir en créant une révolution dans les pratiques agricoles => agro-écologie qui concilie performance économique, respect environnemental et mieux-être social ;
- réduire par conséquent le recours aux intrants et aux produits chimiques et favoriser le lien social par l'instauration de dynamiques collectives.

### *Résultats :*

- aujourd'hui, 250 GIEE et environ 3 000 exploitations en agro-écologie (cible : 30 000) ;
- signature de conventions-cadre avec les instituts de recherche intégrant l'agro-écologie ;
- engagement des exploitations d'enseignement agricole en faveur de l'agro-écologie.

### *Objectifs :*

- faire en sorte que les agriculteurs soient fiers de leur profession et gagnent mieux leur vie ;
- renforcer leur autonomie sur leur exploitation par rapport aux fournisseurs ;
- leur permettre de trouver des débouchés plus haut de gamme sur le marché européen et mondial.

## Transition énergétique

### *Diagnostic :*

- aujourd'hui, les 2/3 de l'énergie consommée dans le monde provient de sources fossiles : charbon, pétrole, gaz => réchauffement climatique ;
- si la France peut compter sur une importante production nucléaire, celle-ci repose sur des contraintes fortes (ex : gestion des déchets) ;
- le développement de l'énergie renouvelable est donc une condition nécessaire à une vraie transition écologique.

### *Action du gouvernement :*

- rééquilibrage du mix énergétique français en faveur des énergies renouvelables, sans pour autant réduire brutalement la part du nucléaire ;
- développement des filières industrielles dans le domaine du renouvelable ;

- orientation vers un modèle énergétique décentralisé, plus proche des citoyens, qui repose en partie sur l'auto-production et l'auto-consommation.

*Résultats :*

- sans compter l'hydroélectricité, la production des énergies renouvelables a augmenté de plus de 23 % en 2015 (nouvelles capacités éoliennes et solaires) ;
- doublement récent de l'appel d'offres photovoltaïque va générer 1 Md d'euros d'investissements et plus de 5 000 emplois.

*Objectifs :*

- la loi de transition énergétique pour la croissance verte (juillet 2015) vise à porter à 32 % la production d'énergies renouvelables en 2030.

### **Justice fiscale**

*Diagnostic :*

- en France, l'évasion fiscale représente un manque à gagner annuel compris entre 60 et 80 Md€ (équivalent du déficit annuel de l'État) ;
- l'affaire des « Panama Papers » a démontré qu'il est nécessaire d'accroître les moyens de lutte contre l'évasion fiscale.

*Action du gouvernement :*

- lutte du gouvernement répondant à 2 exigences : transparence et justice fiscale ;
- lutte contre ce préjudice moral et financier à la société, qui porte directement atteinte au pacte républicain.

*Résultats :*

- les montants des amendes pour fraude aux cotisations et aux allocations ont progressé de plus de 30 % en 2014 ;
- 12 Md€ ont été encaissés contre 10,4 Md en 2014 au titre de la lutte contre la fraude fiscale ;
- le service de traitement des déclarations rectificatives a traité 7 800 dossiers en 2015 (nombre qui devrait doubler en 2016).

*Objectifs :*

- assurer l'égalité devant l'impôt et le consentement à l'impôt, principes fondateurs de notre démocratie ;
- lutter contre les pratiques fiscales abusives des grandes entreprises.

## Lutte contre la précarité

### *Diagnostic :*

- ➔ dégradation du marché du travail avec des contrats de plus en plus courts => augmentation de la précarité ;
- ➔ la question de la durée d'indemnisation est devenue centrale, tout comme les conditions de retour à l'emploi ;
- ➔ nécessité, donc, de mettre au point un dispositif qui ne pénalise pas la couverture des personnes qui reprendraient un emploi, même de courte durée.

### *Action du gouvernement :*

- ➔ lutte contre le chômage depuis le début du quinquennat ;
- ➔ lutte contre la précarité en soutenant la reprise d'un emploi.

### *Résultats :*

- ➔ année 2015 : 595 900 rechargements de droits, avec une moyenne de 8 mois d'indemnisation supplémentaire ;
- ➔ selon l'Unédic, près d'1 M de personnes par an auraient une durée de droit potentiellement allongée ;
- ➔ risque d'atteindre la fin de droits est réduit et passerait de 32 % à moins de 24 %.

### *Objectifs :*

- ➔ assurer une meilleure couverture de l'assurance chômage ;
- ➔ favoriser le retour à l'emploi.

## Apprentissage

### *Diagnostic :*

- ➔ l'apprentissage permet à 7 jeunes sur 10 de trouver un emploi dans les 6 mois à l'issue de leur formation ;
- ➔ mais mauvaise image : certains jeunes et leurs familles le perçoivent toujours comme une orientation par défaut.

### *Action du gouvernement :*

- ➔ plan d'urgence pour l'emploi du gouvernement : le président de la République a présenté l'apprentissage comme « *une filière de réussite et une filière d'excellence* ».

### *Résultats :*

- ➔ 2015 : augmentation significative des recrutements d'apprentis (+ 2,3 %) dont + 10 % d'apprentis dans les TPE de moins de 10 salariés ;
- ➔ entrées en apprentissage profitent maintenant significativement au niveau CAP (+ 2,6 %) ;

- nombre des contrats d'apprentissage dans le public augmente considérablement (+ 25 %).

*Objectifs :*

- renforcer l'apprentissage pour favoriser l'accès à l'emploi ;
- favoriser l'insertion professionnelle à l'issue de la période d'apprentissage, en rendant l'apprentissage plus attractif aux yeux des jeunes par une amélioration de la rémunération des apprentis ;
- affirmer la gratuité de l'apprentissage.

**Aide à la recherche du premier emploi (ARPE)**

*Diagnostic :*

- si le diplôme est un facteur déterminant de l'insertion professionnelle des jeunes, l'obtention d'un premier emploi s'avère souvent longue et complexe (en moyenne, les jeunes diplômés doivent envoyer 9 candidatures et attendent 5 mois pour leur 1<sup>er</sup> emploi) ;
- si près d'1 jeune sur 2 trouve son 1<sup>er</sup> poste en moins de 2 mois, 16 % patientent 10 mois et plus.

*Action du gouvernement :*

- création d'une aide à la recherche du premier emploi (ARPE) par la loi Travail (juillet 2016) à laquelle il est possible de candidater depuis le 22/08/2016 ;
- pour les diplômés modestes, difficultés au-delà du terme du parcours scolaire et universitaire => accompagnement financier.

*Résultats :*

- l'ARPE concerne les 56 000 titulaires d'un CAP ou d'un Bac professionnel et les 70 000 jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ;
- on estime que 126 000 jeunes diplômés pourraient percevoir cette aide à la rentrée 2016.

*Objectifs :*

- faciliter la transition entre la fin des études et l'insertion dans le monde professionnel.

**Lutte contre le chômage**

*Diagnostic :*

- la crise économique a entraîné une augmentation importante du nombre de demandeurs d'emploi ;
- pour accompagner la mutation du marché du travail et lutter contre le chômage, indispensable de modifier les politiques de soutien au retour à l'emploi et d'intensifier les moyens que l'État leur consacre.

*Action du gouvernement :*

- ➔ accent sur l'accompagnement, la formation, la création et la reprise d'entreprise ;
- ➔ l'enjeu est de soutenir le retour à l'emploi de tout demandeur, quel que soit son profil et sa formation, et tout particulièrement celui des plus fragiles (jeunes, seniors, chômeurs de longue durée).

*Résultats :*

- ➔ en septembre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité en France métropolitaine a baissé de 66 300 pour s'établir à 3,49 M de personnes.

*Objectifs :*

- ➔ favoriser la formation pour répondre à la fois aux aspirations des demandeurs d'emploi et aux nouveaux besoins du marché du travail ;
- ➔ favoriser l'accompagnement des personnes les plus éloignées de l'emploi ;
- ➔ création de 275 000 solutions d'accueil pour les enfants de moins de 3 ans, dont la garde peut être un frein majeur de retour à l'emploi, en particulier pour les parents isolés ;
- ➔ améliorer la reprise et la création d'entreprise en soutenant les porteurs de projets.